



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202585-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

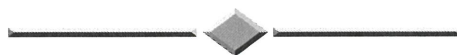
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202585-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



3 EXPÉRIMENTATION "TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE" SUR LES QUARTIERS GRAMMONT, GRENET-VOLTAIRE-LODS" - CONVENTION FIXANT LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LES C.C.A.S. DE ROUEN ET SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN - ANNÉE 2025

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Villes et Centres Communaux d'Action Sociale de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen se sont engagés ensemble pour mener sur un territoire commun l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Le territoire d'expérimentation est désormais habilité.

Afin de permettre la mise en œuvre de la méthodologie de projet spécifique à cette expérimentation, une équipe projet a été créée et il a été décidé de dédier des temps de travail spécifiques à cette mission, à savoir un poste de chef de projet à temps plein, recruté par le C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen jusqu'au 31 août 2025 puis transféré au C.C.A.S. de Rouen à compter du 1^{er} septembre 2025, un chargé de mission dédié à 50 % à cette mission, recruté par le C.C.A.S. de Rouen.

Par ailleurs, un poste de chargée de mission direction de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) a été créé en vue de préfigurer la future E.B.E., pourvu depuis le 5 janvier 2024 et qui a ensuite intégré l'E.B.E. en tant que directrice à compter de juin 2025.

De plus, cette équipe est complétée par une participation des deux directrices de C.C.A.S. ainsi que par des collaborateurs des communes (chargés d'insertion professionnelle des deux C.C.A.S., chargée de mission Economie Sociale et Solidaire (E.S.S.) de la Ville de Rouen, chargée de mission politique de la ville de Sotteville), ainsi que de la cheffe de projet T.Z.C.L.D. de la Métropole Rouen Normandie.

Il a été convenu que pour les principaux temps de travail dédiés à la mission, les deux C.C.A.S. partageraient à part identique les charges de ces postes.

La Métropole Rouen Normandie a, quant à elle, acté d'apporter également un soutien financier aux collectivités engagées dans l'expérimentation. Ce financement a été versé au C.C.A.S. de Sotteville pour l'année 2025.

Une première convention avait été proposée afin de préciser les engagements financiers des deux C.C.A.S. jusqu'en mai 2023. Une deuxième convention a été signée pour la période du 1^{er} juin 2023 au 31 décembre 2024. Il convient de signer une nouvelle convention pour l'année 2025.

Au-delà, de charges liées au personnel de l'équipe projet, d'autres frais sont à prendre en compte sur l'année 2025 en lien avec l'avancée du projet :

- Location d'un local dédié à l'équipe projet du Comité Local pour l'Emploi (et charges liées au fonctionnement de ce local et de l'équipe),
- Versement d'une subvention de fonctionnement à l'association ROSALIE.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de la convention proposée en annexe fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-lès-Rouen,
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer ladite convention,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-1212202585-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

- Autoriser les dépenses et recettes en application des termes de la présente convention.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R123-20,

VU la Loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée,

VU la Loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée promulguée le 14 décembre 2020,

VU la Délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 5 octobre 2020,

VU la Délibération du Conseil Municipal de Rouen du 28 mars 2022,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023 relative à « L'Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont, Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen »,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 18 décembre 2024 relative à « L'Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen - Autorisation de signature »,

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 février 2025.

CONSIDÉRANT l'intérêt partagé des communes et des C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen à s'engager dans l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée,

CONSIDÉRANT la volonté partagée entre les deux C.C.A.S. de formaliser par une convention les engagements financiers de chaque partie pour le fonctionnement de l'équipe projet.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

- Approuve les termes de la convention proposée en annexe fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-lès-Rouen,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer ladite convention,
- Autorise les dépenses au chapitre 011 « Charges à caractère général » et les recettes au chapitre 75 « Produits divers de gestion courante » en application des termes de la présente convention.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202585-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Votants :

- contre : 0
- pour : 8
- abstention : 0

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Martine LELAIT)

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.